



SERVICE DE PRESSE  
ET VEILLE

---

Palais de l'Élysée, le mardi 24 août 2021

## Déclaration des membres du G7 sur l'Afghanistan

Nous, chefs d'État et de gouvernement du Groupe des Sept, nous sommes réunis à distance ce jour, le 24 août 2021, sous la présidence du Royaume-Uni, pour examiner la situation en Afghanistan. Les Secrétaires généraux des Nations Unies et de l'OTAN se sont joints à nous. Nous réaffirmons notre ferme engagement envers le peuple afghan et nous soutenons la déclaration du Conseil de sécurité des Nations Unies du 16 août dernier. Nous exprimons notre vive préoccupation au sujet de la situation en Afghanistan et nous appelons au calme et à la retenue afin de garantir la sécurité et la sûreté des Afghans vulnérables et des ressortissants internationaux, et de prévenir une crise humanitaire. Nous appelons au respect des obligations du droit international des droits de l'Homme, notamment les droits des femmes, des filles, des minorités, ainsi qu'au respect du droit international humanitaire en toutes circonstances. Nous rendons hommage aux sacrifices consentis par le peuple afghan, les populations de nos propres pays et tant d'autres qui ont travaillé à l'avènement d'un Afghanistan plus pacifique, juste et sûr.

La population afghane mérite de vivre dans la dignité, la paix et la sécurité, après deux décennies d'avancées au plan politique, économique et social, notamment s'agissant des femmes et des filles. L'Afghanistan ne doit plus jamais redevenir un sanctuaire du terrorisme ni fomenter des attaques terroristes dirigées contre les autres pays. Aux côtés de nos partenaires, notamment nos alliés de l'OTAN, nous continuerons à combattre avec détermination et solidarité le terrorisme, où qu'il se trouve. Le futur gouvernement afghan, quel qu'il soit, doit respecter les obligations et engagements internationaux de l'Afghanistan dans la lutte contre le terrorisme, protéger les droits de l'Homme, notamment pour les femmes, les enfants, les minorités ethniques et religieuses, respecter l'état de droit, permettre l'accès de l'aide humanitaire sans entrave ni condition, et lutter efficacement contre les trafics d'êtres humains et de drogue. Nous appelons toutes les parties afghanes à collaborer de bonne foi à l'établissement d'un gouvernement ouvert et représentatif, permettant notamment une participation des femmes et des groupes minoritaires.

Nous affirmons notre engagement pérenne aux côtés de la population afghane, notamment grâce à un regain d'efforts humanitaires de la communauté internationale. À cette fin, nous soutenons les Nations Unies dans son rôle de coordination de la réponse humanitaire internationale d'urgence dans la région, en particulier pour que l'aide humanitaire puisse être acheminée sans entrave en Afghanistan, et nous contribuerons ensemble à cette réponse. Cela comprendra une coopération que nous mènerons ensemble et avec les pays voisins de l'Afghanistan et d'autres pays de la région, pour soutenir les réfugiés afghans et les communautés qui les accueillent, et qui s'insèrera dans une réponse régionale coordonnée à long terme. Nous invitons tous les partenaires de l'Afghanistan à contribuer via des canaux multilatéraux à ces efforts ainsi qu'à la stabilité de la région.

Dans ce contexte, notre priorité est dans l'immédiat de veiller à l'évacuation en toute sécurité de nos ressortissants et des Afghans qui ont été nos partenaires et nous ont aidés au cours des vingt dernières années et à continuer à permettre un passage sûr pour quitter l'Afghanistan. Nous continuerons à coordonner étroitement nos efforts en la matière, et nous souhaitons que toutes les parties continuent de faciliter ces efforts et de garantir la sécurité du personnel humanitaire et médical ainsi que celle des autres prestataires de services internationaux. Nous coopérerons ensemble ainsi qu'avec les pays voisins de l'Afghanistan et d'autres pays de la région accueillant des réfugiés pour élaborer une approche commune en matière d'itinéraires sûrs et légaux dans un objectif de réinstallation.

Nous travaillerons ensemble, ainsi qu'avec nos alliés et les pays de la région, dans le cadre des Nations Unies, du G20 et au-delà afin que la communauté internationale aborde de manière unie les problématiques essentielles concernant l'Afghanistan. Ce faisant, nous jugerons les parties afghanes sur leurs actes et non sur leur discours. Nous réaffirmons en particulier que les Talibans devront rendre des comptes s'agissant des mesures prises pour prévenir le terrorisme, en matière de droits de l'Homme, notamment pour les femmes, les filles et les minorités, et dans la recherche d'une solution politique participative en Afghanistan. La légitimité de tout futur gouvernement reposera sur l'approche qui sera dès à présent adoptée dans le respect des obligations et des engagements internationaux visant à garantir la stabilité de l'Afghanistan.